

Suivi régional de la relance de l'économie de la filière Construction

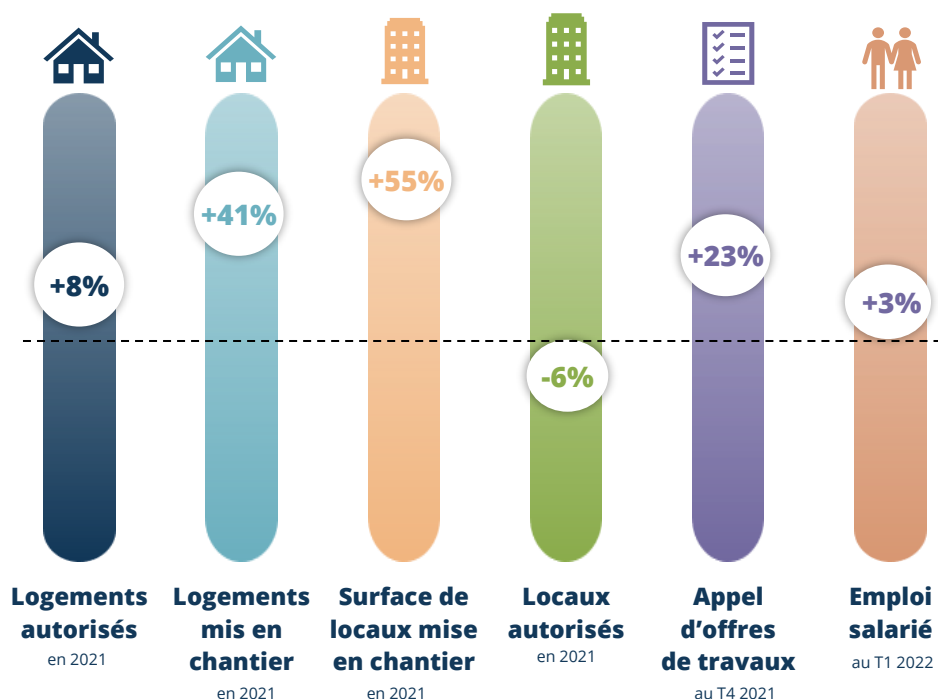
Après l'arrêt quasi-total de la filière durant une partie du confinement, l'enjeu est désormais de suivre sa capacité à rebondir.

La CERBTP, en tant qu'observatoire de la filière construction, a donc adapté ses outils de suivi de l'activité économique à cet enjeu. Le présent document fait état des différents indicateurs conjoncturels de l'activité du BTP.

Vue d'ensemble

Niveau d'activité de décembre 2021 comparé au niveau de décembre 2020 (à la même période)

Unité : taux de réalisation | Traitement : CERC | Sources : SDES - DEAL, Réseau des CERC, vecteur +; CCP BTP



Résumé : En 2021 à La Réunion, le nombre de logements mis en chantier a augmenté de 41%. Au niveau national la tendance enregistrée est en hausse de 8,9% de logements démarrés.

D'un point de vue prospectif, le niveau des autorisations de construire des logements est globalement bien orienté à La Réunion avec +8% contre + 8,9% sur le territoire national. Le niveau des autorisations de construire pour les locaux non résidentiels sont néanmoins en retrait de -6% (+ 4,8% pour la France entière).

Au total de janvier à décembre 2021, 884 consultations de travaux ont été lancées soit (+23% par rapport à 2020 à la même période). Le premier trimestre 2021 enregistre sans grande surprise des chiffres supérieurs à la même période en 2020 (+68% pour le mois de mars).

En mars 2022, malgré la crise sanitaire, l'emploi permanent se maintient à un haut niveau avec 18 8831 salariés enregistré à la Caisse des Congés payés du BTP au premier trimestre 2022. Les indicateurs plus sensibles comme l'emploi intérimaire et les demandeurs d'emploi révèlent des marques plus nettes des conséquences de la crise sanitaire avec notamment - 64,4% d'intérimaires durant la période de confinement. Au 1^{er} trimestre 2022, le niveau de l'emploi intérimaire augmente de 12% par rapport au 1^{er} trimestre 2021. Le nombre de demandeurs d'emploi, après une augmentation enregistrée lors du 2^{ème} trimestre 2020, diminue sur le quatrième trimestre 2021 (-6,7%) comparativement à la même période en 2020.

1 | Quel niveau d'activité aujourd'hui ?

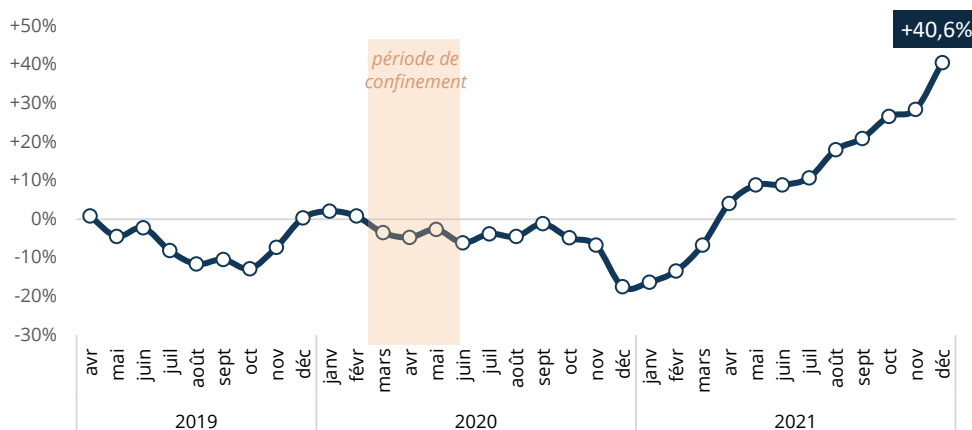
En décembre 2021, Le nombre de logements mis en chantier a augmenté de 40,6% par rapport à l'année précédente. Les logements individuels purs sont en progression de +23,7% tout comme les logements individuels groupés et collectifs (respectivement +24,2% et 60,5%). En décembre 2021, les mises en chantier des bâtiments non résidentiels sont mieux orientés qu'en décembre 2020 avec une hausse de 54,7%. Cette hausse est portée majoritairement par le transport et la santé due à une mise en chantier faible en 2020 entrainant un rattrapage en décembre 2021.

► Dans la construction neuve

Les ouvertures de chantier

Evolution du nombre de logements mis en chantier

Unité : % d'évolution par rapport à la même période n-1



+40,6%

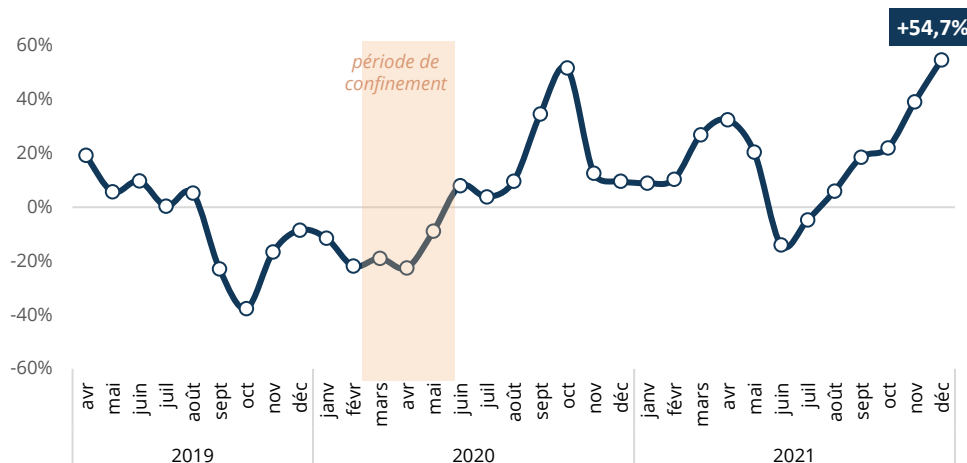
de logements mis en chantier en décembre 2021 par rapport à décembre 2020

En cumul sur décembre 2021, 7200 logements auraient démarré. C'est 21,4% de plus qu'à la même période en 2020.

Source : Deal Réunion SDES - Sit@del2 en date réelle estimée, estimations à fin mars 2021

Evolution des surfaces de locaux mis en chantier

Unité : % d'évolution par rapport à la même période n-1



+54,7%

De surface de locaux mis en chantier en décembre 2021 comparativement à décembre 2020.

En décembre 2021, 313 210 m² de locaux ont été autorisés à la construction, soit 54,7% de plus qu'en décembre 2020.

Source : Deal Réunion SDES - Sit@del2 en date réelle estimée, estimations à fin mars 2021

► Dans la rénovation / réhabilitation

Dispositif MaPrimRénov - bilan 2021

En 2021, MaPrimRénov (MPR) a concerné 3 769 foyers réunionnais et 8,1 M€ de primes MaPrimRénov ont été engagées. L'ensemble de ces aides a permis d'engager 13,6M€ de travaux. Le taux d'aide moyen MaPrimRénov' couvre 60% des coûts des travaux. Ces derniers ont principalement concernés la pose de chauffe-eau solaire (85% des travaux réalisés ou en cours de réalisation).

► Bilan global/ chiffres-clefs

8,1 M€

**D'AIDES MAPRIM'RENOV
ENGAGEES EN 2021**

13,6 M€

DE TRAVAUX GENERES

3 769

MENAGES BENEFICIAIRES

60%

**DES MONTANTS DES
TRAVAUX ONT ÉTÉ
FINANCÉS par MPR**

3 836

**CHANTIERS CONCERNÉS
PAR LE DISPOSITIF**

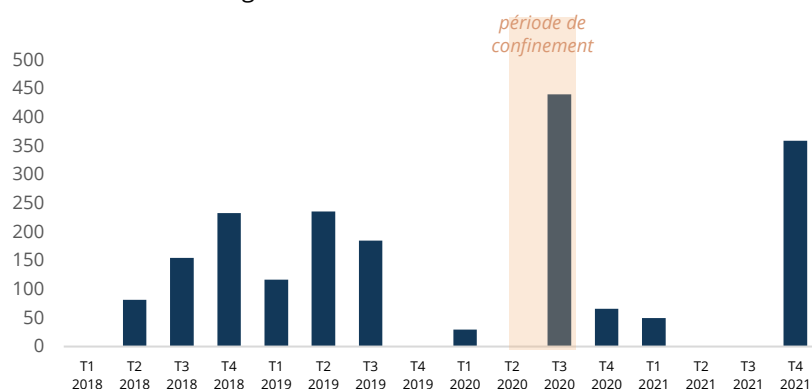
3 617 €

**MONTANT MOYEN MPR
PAR TRAVAUX**

Réhabilitation lourde des logements sociaux

Evolution des mises en chantier des opérations de réhabilitation du parc locatif social

Unité : nombre de logements



359

logements démarrés au 4^{ème} trimestre 2021

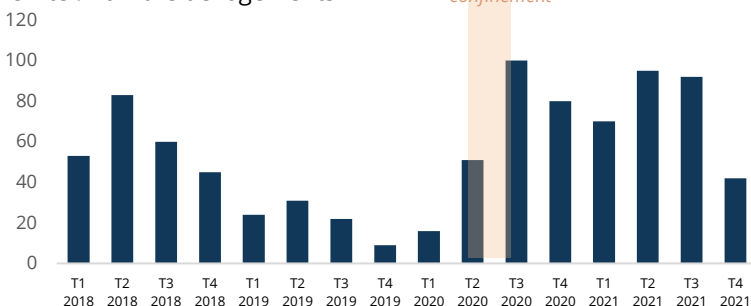
Au 4^{ème} trimestre, 359 logements ont fait l'objet de travaux de réhabilitation. En 2021, 409 démarrages de chantier de réhabilitation (financement LBU) ont été recensés (- 23,7%)

Source : Deal Réunion SHLS, CERBTP (données 2021 provisoires)

Rénovation/ amélioration de l'habitat privé (propriétaires occupants)

Evolution des mises en chantiers des opérations d'amélioration (propriétaires occupants - financement LBU)

Unité : nombre de logements



-54,4%

de logements améliorer au 4^{ème} trimestre 2021

Au 4^{ème} trimestre, 42 logements ont fait l'objet de travaux d'amélioration. Cela représente une baisse de 54 % par rapport au trimestre précédent. Néanmoins, en moyenne sur l'année 2021 le nombre d'amélioration a progressé de 21%.

Source : Deal Réunion SHLS, CERBTP (données 2021 provisoires)



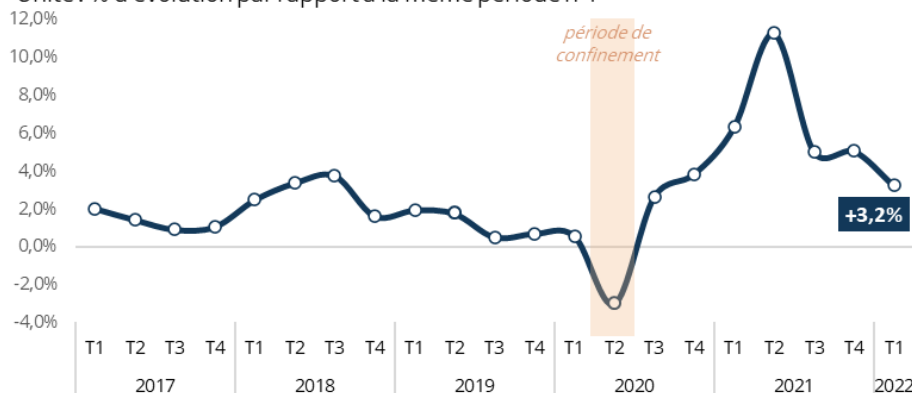
2| Quels impacts sur l'emploi et la santé des entreprises ?

L'emploi

A la fin du premier trimestre 2022, l'emploi des salariés permanent enregistre un niveau en diminution par rapport au trimestre précédent mais qui est plus élevé qu'au premier trimestre 2021 avec 18 831 salariés. L'emploi intérimaire a subi de plein fouet la période de confinement en enregistrant jusqu'à moins 64% d'intérimaires pour repartir à la hausse au T1 2022 (+12%). Néanmoins, en fin d'année 2020, cet indicateur semble retrouver les niveaux enregistrés en 2019. De manière corrélée, le niveau des demandeurs d'emploi a enregistré une hausse au T2 2020, soit + 4,9% avant de repartir à la baisse (-6,5% au T4 2021).

Evolution trimestrielle de l'emploi salarié dans la Construction

Unité : % d'évolution par rapport à la même période n-1



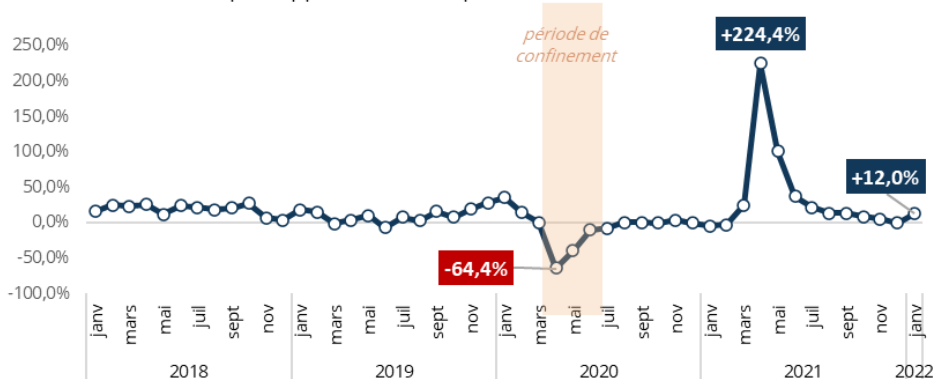
+3,2%

de salariés dans la construction au 1^{er} trim. 2022 par rapport au 1^{er} trim. 2021

Au 1^{er} trimestre 2022, l'effectif salarié est en progression de +3,2% par rapport à la même période l'année précédente. La baisse enregistrée au 2^{ème} trimestre 2020 fait état d'une mauvaise remontée d'information des effectifs par les entreprises lors du confinement. Elle ne traduit pas une destruction d'emploi sur la période.

Evolution mensuelle de l'emploi intérimaire dans la Construction

Unité : % d'évolution par rapport à la même période n-1



+12,0%

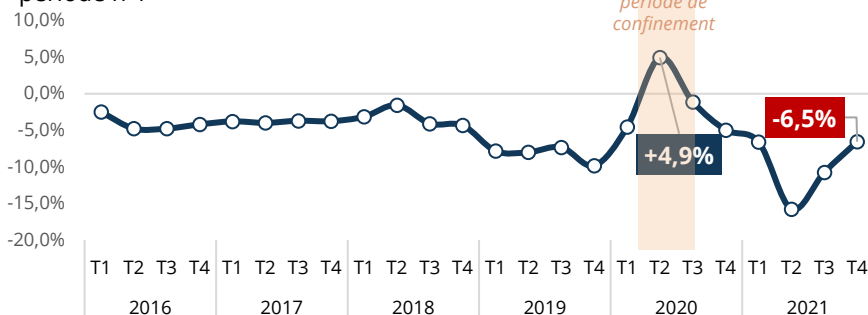
d'intérimaires dans la Construction en janvier 2022 par rapport à janvier 2021

En janvier 2022, l'emploi intérimaire est en progression par rapport à l'année précédente pour la même période avec 1047 intérimaires. De manière évidente, le confinement a eu un impact très négatif pour l'emploi intérimaire du secteur, on enregistrait jusqu'à -64,4 % d'intérimaires en moins en 2020 que pour la même période en 2019. Un rattrapage notable au 2^{ème} trimestre 2021 à permis de compenser l'impact du confinement.

Source : DARES (données brutes – ETP)

Evolution trimestrielle des demandeurs d'emploi en fin de mois en catégorie A dans la Construction

Unité : % d'évolution par rapport à la même période n-1



-6,5%

de demandeurs d'emploi recherchant un métier Construction à la fin 4^{ème} trim. 2021 par rapport à fin 4^{ème} trim. 2020

Lors du confinement, on enregistrait -6,5% de demandeurs d'emploi de catégorie A de plus dans la construction comparativement à la même période en 2019. Le 3^{ème} trimestre 2021 enregistre une diminution des demandeurs d'emploi de catégorie A dans le secteur de la construction (-3,5%) par rapport au trimestre précédent.

Source : Pôle emploi-DARES, STMT (Statistiques Mensuelles du marché du travail). Données brutes



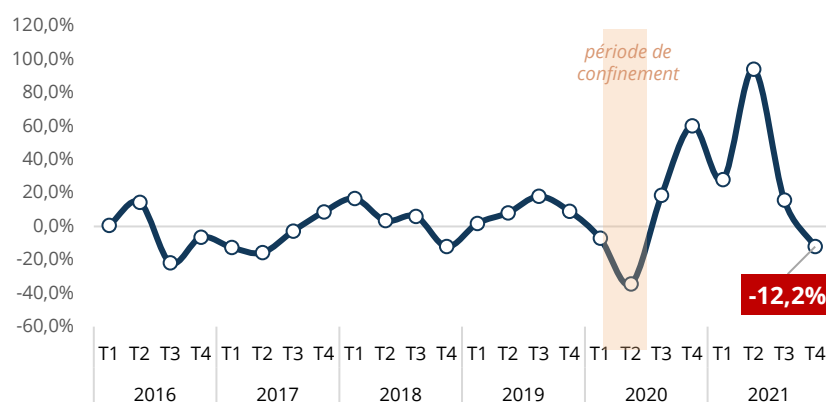
La dynamique d'entreprises

En ce qui concerne le secteur de la construction, on note une diminution de 12,2% des créations d'entreprises au 4^e trimestre. Au total du 4^eT 2020 au 4^eT 2021, 1012 entreprises ont été créées soit + 24,3% par rapport aux 4 trimestres précédents. En 2021, le niveau des créations a été le plus dynamique.

Le 2^e trimestre 2021, le niveau des défaillances d'entreprises évolue à la hausse. L'interprétation de cette hausse doit tenir compte de l'impact du rattrapage dû au confinement sur le fonctionnement des juridictions commerciales et des délais supplémentaires accordés aux procédures liées à l'état de cessation de paiement des entreprises.

Evolution trimestrielle des créations d'entreprises de Construction en région

Unité : % d'évolution par rapport à la même période n-1



Source : INSEE (données brutes)

-12,2%

de créations d'entreprises au 4^e trimestre 2021 par rapport au 4^e trimestre 2020

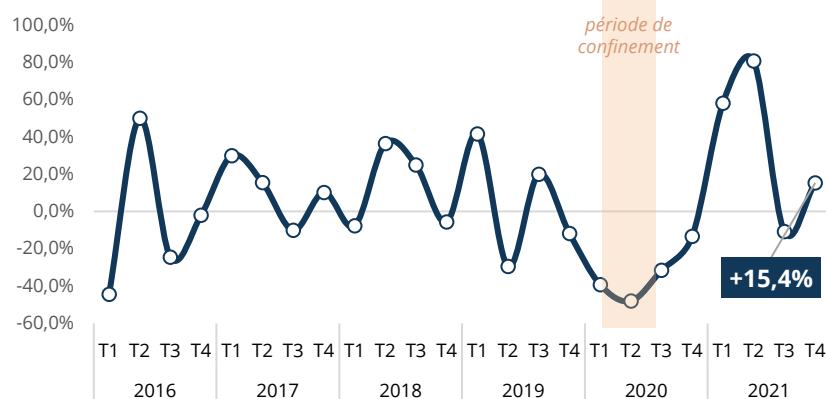
Le secteur de la construction connaît une forte augmentation des créations d'entreprises, à l'instar des autres secteurs d'activité. Le confinement n'a eu pour effet que de décaler le dynamisme des créations au 3^e trimestre, et celui-ci est confirmé au trimestre suivant.

Du 4^e trimestre 2020 au 4^e trimestre 2021, les créations d'entreprises fluctuent.

Au 4^e trimestre de 2021, 12,2% de créations de moins ont été enregistrées comparativement au 4^e trimestre 2020.

Evolution trimestrielle des défaillances d'entreprises de Construction en région

Unité : % d'évolution par rapport à la même période n-1



Source : Banque de France (données brutes)

+15,4%

de défaillances d'entreprises au 4^e trimestre 2021 par rapport au 4^e trimestre 2020

Le 4^e trimestre 2021 enregistre plus de défaillances d'entreprise qu'à la même période en 2020 (+15,4%). Le rythme des augmentations des défaillances tend néanmoins à ralentir. L'interprétation de cette hausse doit tenir compte de l'impact du rattrapage dû au confinement sur le fonctionnement des juridictions commerciales.

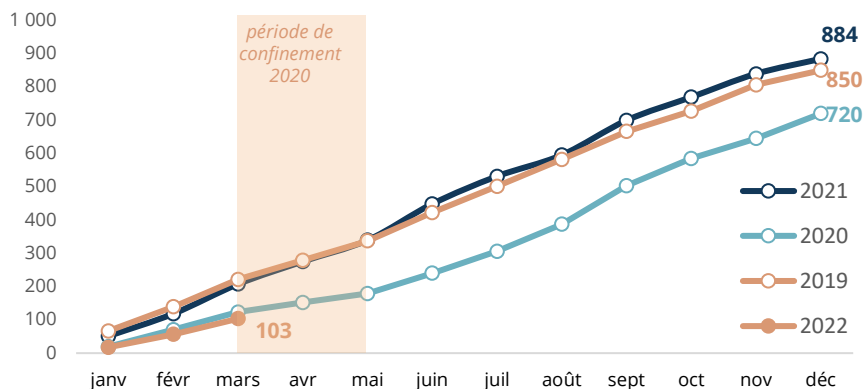
Avertissement banque de France : la baisse des défaillances n'indique pas une réduction du nombre d'entreprises en difficulté car elle résulte : en premier lieu, de l'impact momentané qu'ont eu à la fois la période de confinement sur le fonctionnement des juridictions commerciales et les évolutions réglementaires qui ont modifié temporairement les dates de caractérisation et de déclaration de l'état de cessation de paiements ; en second lieu, de l'ensemble des mesures de soutien qui apportent des aides de trésorerie ou permettent aux entreprises de réduire ou retarder le paiement de certaines charges, et donc le risque de faire défaut sur ces paiements (mesures d'activité partielle, prêts garantis par l'État avec remboursements différés, fonds de solidarité, moratoires, etc.).

3 | Quelles perspectives de relance pour le secteur ?

► Evolution du nombre d'appels d'offres

Evolution cumulée du nombre de marchés de travaux publiés en région

Unité : nombre de marchés



-50%

d'appels d'offres de travaux publiés en cumul de janvier à mars 2022 par rapport à la même période de 2021

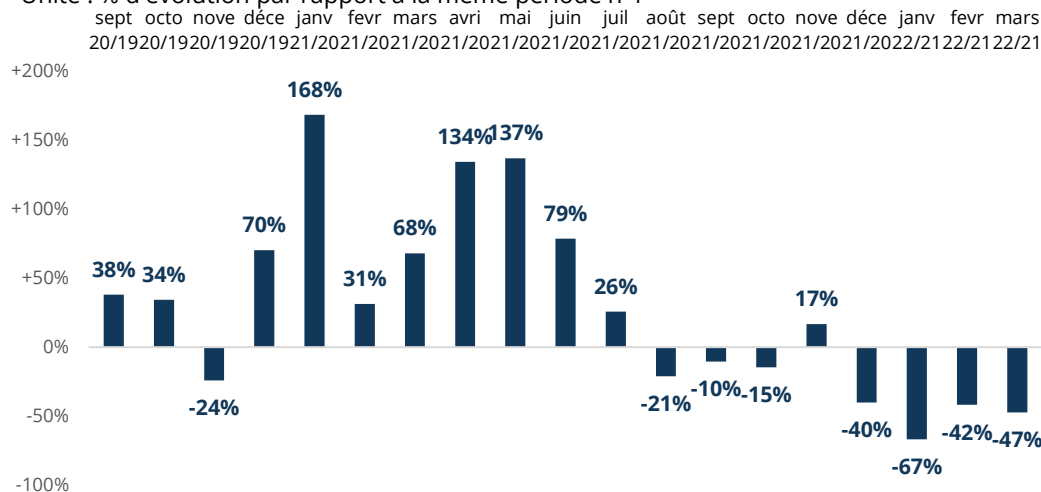
A fin mars 2022, 103 consultations de travaux ont été recensées, ce qui représente un niveau identique à 2020 à la même période et 50% moins par rapport à mars 2021.

À fin décembre 2021, 884 consultations de travaux avaient été recensées contre 720 à la même période l'année dernière.

Source : vecteur +, CERBTP, chiffres révisés mensuellement nets d'annulation/de mise en attente/correctifs
*pour 2022 données au 03/2022

Evolution du nombre de marchés de travaux publiés en région

Unité : % d'évolution par rapport à la même période n-1



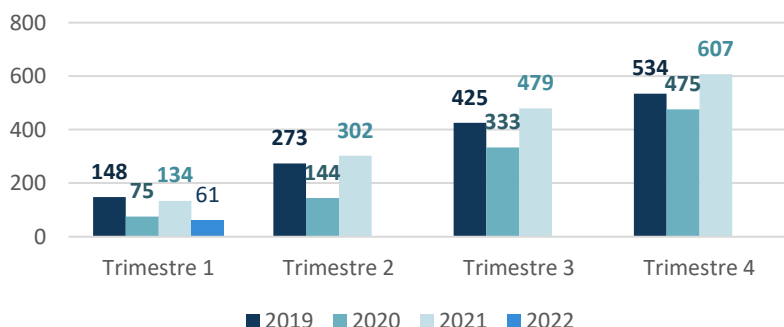
-47%

d'appels d'offres publiés en mars 2022 comparativement à décembre 2021

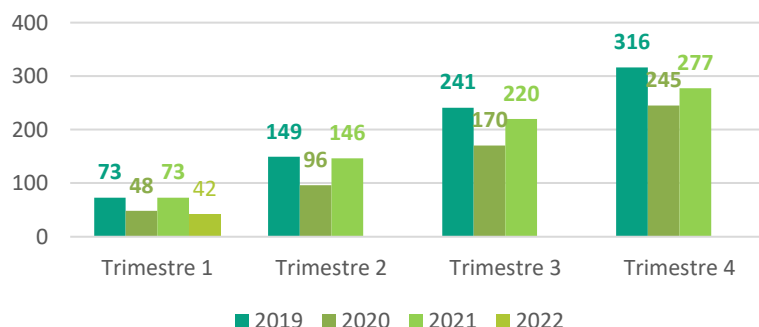
Avec -47% d'appel d'offres, le mois de mars a démarré de manière moins dynamique que celui de mars 2020, à l'instar des mois de janvier et février

Source : vecteur +, CERBTP, données au 03/2022

- Comparaison du nombre d'appels d'offres publiés dans le bâtiment (en cumul) - Evolution pour le même trimestre entre 2020/2019 - 2021/2020 et 2022/2021



- Comparaison du nombre d'appels d'offres publiés dans les travaux publics (en cumul) - Evolution pour le même trimestre entre 2020/2019 - 2021/2020 et 2022/2021



Source : vecteur +, CERBTP, *T1 2022: données au 03/2022

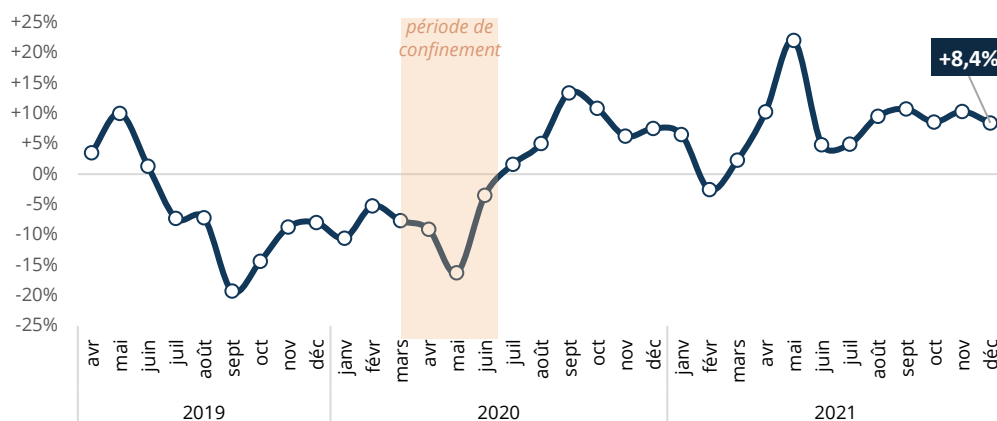


En décembre 2021, Le nombre de logements autorisés a augmenté de 8,4% par rapport à l'année précédente. Les logements individuels purs et groupés sont en progression avec respectivement +27% et 1,6%. Seuls les logements collectifs sont en légère diminution (-1%) sur la période. décembre 2021, les mises en chantier des bâtiments non résidentiels sont moins bien orientés avec une baisse de 6% par rapport à l'année précédente. Cette baisse est portée majoritairement par les commerces et hébergements hôteliers (respectivement -43% et -77%).

► Autorisations de construire

Evolution du nombre de logements autorisés en région

Unité : % d'évolution par rapport à la même période n-1



+8,4%

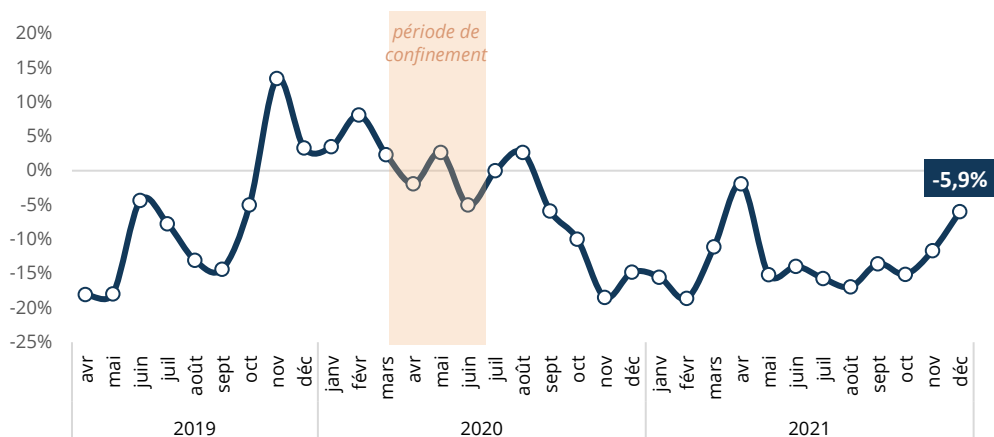
de logements autorisés en décembre 2021 par rapport à décembre 2020

En décembre 2021, 8220 logements ont obtenu un permis de construire contre 7580 en décembre 2020. Cela représente une progression de +8,4%

Source : Deal Réunion SDES - Sit@del2 en date réelle estimée, estimations à fin mars 2022

Evolution des surfaces de locaux autorisés

Unité : % d'évolution par rapport à la même période n-1



-5,9%

de surface de locaux autorisés en décembre 2021 par rapport à décembre 2020.

En cumul sur 12 mois, les surfaces autorisées ont diminués de 5,9% par rapport à décembre 2020. La baisse des autorisations de construire enregistrée en 2020 continue sur le 4^{ème} trimestre 2021. En décembre 2021, 343 990 m² de surface ont été autorisées.

Source : Deal Réunion SDES - Sit@del2 en date réelle estimée, estimations à fin mars 2022

Plan de relance territorialisé

Retrouver la liste des opérations faisant l'objet d'un financement plan de relance sur le territoire (actualisation Juin 2021)

[Pour accéder à l'étude- ctrl + clic sur l'image](#)

Projets de travaux soutenus par le plan de relance

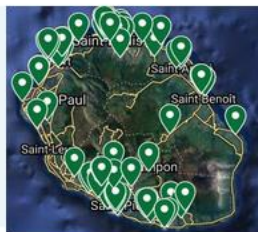
LOCALISATION

A date, la majorité des communes bénéficient du plan de relance, avec une majorité des opérations réalisées sur le chef-lieu



Géolocalisation des projets relance

- [Ensemble des projets](#)
- [Projets de bâtiment](#)
- [Projets de travaux publics](#)

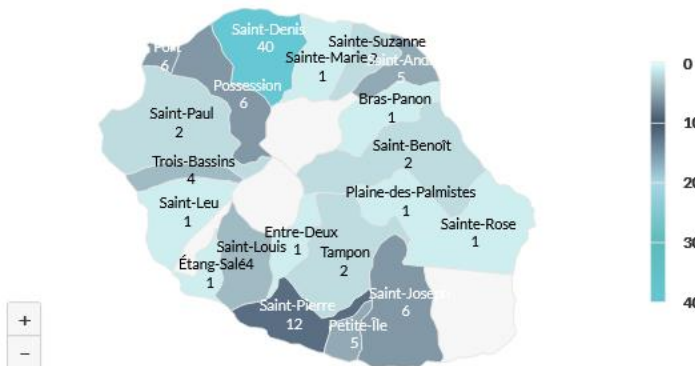


103

projets recensés ayant reçu un financement relance

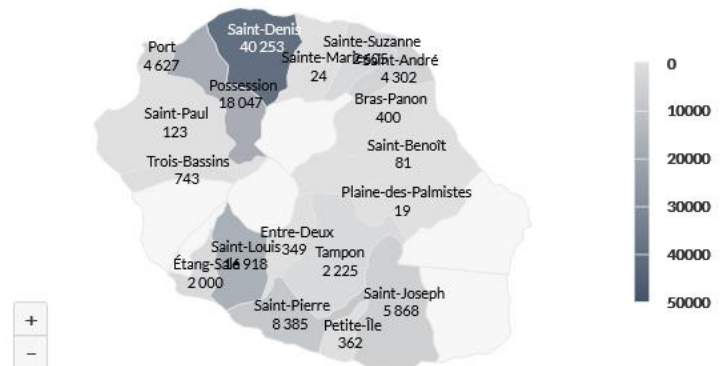
Avertissement : Les opérations non géolocalisables, ont été positionnées à partir des coordonnées de l'hôtel de ville de la commune de réalisation

Répartition du nombre de projets relance selon la commune



Unité : nombre de projets | Source : Recensement CERBTP - Situation à juin 2021

Répartition du montant des projets relance selon la commune



Unité : Montant des travaux ou Montant subventionnable en K€ | Source : Recensement CERBTP - Situation à juin 2021

© Copyright Réseau des CERC / CERBTP

Avec le concours des membres de la CERBTP :

Membres de droit : Etat (Préfecture, DEAL) , FRBTP, UNICEM, CAPEB

Membres adhérents : ADEME , ADIR , AFD, AGORAH, ARMOS, BNP PARIBAS, CDC, CEPAC, CERQUAL, CINOR, CIVIS, CMAR, COPREC, EDF, EPFR, FPIR, Région Réunion, SERR, SICR, TCO, COMITE DES ASSUREURS, SPIR, CGSS

Membres associés : DEETS, INSEE, CESER

Et du GIE Réseau des CERC :



CERC La Réunion/ CERBTP

02 rue Juliette DODU- CS 41009- 97443 St Denis CEDEX 9

02-62-40-28-16 | cerbtp@i-carre.net

www.btp-reunion.net

CER_{btp}
CELLULE ECONOMIQUE DU BTP
DE LA REUNION

